

Les femmes et la terre

un_focus

ÉTUDE DE CAS
COLOMBIE

La terre, une promesse de paix en Colombie

La recherche est devenue un élément moteur du programme de restitution des terres en Colombie, où des agriculteurs ont perdu leur terre par la violence pendant des décennies. Le programme est particulièrement important pour les femmes, qui ont aussi tissé de nouveaux réseaux pour atteindre un large éventail d'objectifs sociaux.

À l'aide de stylos de couleur, des Colombiennes redonnent vie au passé sur de grandes feuilles de papier blanc. Elles dessinent le contour du terrain qui était jadis leur foyer et illustrent les expériences qu'elles y ont vécues. Elles dessinent leurs souvenirs de la vie avant le conflit. Elles dessinent les points de repère qui jalonnaient leur quotidien. Elles dessinent les événements qui les ont forcées à partir.

Cette activité apparemment anodine joue un rôle potentiellement essentiel dans le cadre des efforts déployés par la Colombie pour s'attaquer à l'un de ses problèmes sociaux les plus urgents, soit la répartition inégale des terres ayant précipité une guerre civile sanglante qui a duré des décennies et continue aujourd'hui de menacer une paix fragile.

Réunies par le Grupo de Memoria Histórica de la Commission nationale de réparation et de réconciliation de la Colombie, ces femmes utilisent leurs stylos pour atteindre un certain nombre d'objectifs précis.

Premièrement, les dessins des femmes déplacées expriment concrètement une histoire qui aurait autrement pu être perdue. Dans ce sens, ils rappellent un passé trouble, et exigent l'attention et une réaction appropriée de la société.

Deuxièmement, ils constituent une sorte de thérapie personnelle en permettant aux femmes de regarder leurs expériences passées à distance, comme des tableaux sur un mur, et de se tourner vers l'avenir.



Grupo de Memoria Histórica/CNRR

Les femmes déplacées par la violence en Colombie dressent le plan de leurs anciennes terres lors d'ateliers organisés par le Grupo de Memoria Histórica.

Documentation d'une perte

Troisièmement, et surtout, cet exercice a un but pratique. La Commission se sert de ces dessins comme des cartes : elle rassemble ces représentations de petits terrains et en vérifie la concordance avec les relevés géographiques de la région pour documenter la provenance de ces agriculteurs déplacés et comment ils ont perdu leur terre. Ainsi, les expériences des victimes forment une synthèse des manières dont des acteurs violents et des entrepreneurs opportunistes se sont emparés des terres abandonnées par les agriculteurs. Ces éclairages sont essentiels à la loi sur la restitution des terres, qui cherche à réparer une partie des dommages subis par les anciens petits propriétaires.

Grâce au financement du CRDI, le Grupo de Memoria Histórica a axé sa recherche sur la confiscation violente des terres dans les départements de Córdoba et de Sucre, qui comprennent la région des Montes de María sur la côte caraïbe. L'inégalité flagrante de la répartition des terres y a entraîné une forte pauvreté et une histoire de violence. Les taux de pauvreté rurale actuels de 68 % dans le département de Sucre et de 66 % dans celui de Córdoba sont nettement supérieurs à la moyenne nationale de 46 %.

Campagne interrompue par la guerre

Dans leur lutte pour la survie, les paysans sans terre ont cherché à améliorer leur situation dans les années 1970 par une campagne pacifique d'occupation et de prise de possession des terres. Leur cri de ralliement était « la terre appartient à ceux qui la travaillent ». Les luttes foncières pacifiques ont toutefois vite mal tourné. La persécution initiale vira à la violence ouverte contre les paysans avant la fin des années 1980. Ensuite, des groupes paramilitaires financés par les grands propriétaires terriens et les cartels de la drogue commencèrent à briser la résistance paysanne qui avait incité le gouvernement à adopter une réforme agraire limitée. Un bain de sang de plusieurs décennies commença. Devant la pression exercée par deux groupes armés politiquement opposés — les guérilleros et les paramilitaires — le mouvement paysan faillit s'écrouler.

Bien que tous les petits agriculteurs dans la région de la côte caraïbe rencontrent des problèmes quand ils essaient d'avoir accès à la terre, la situation est particulièrement problématique pour les femmes. Selon Eliana Pinto, chercheuse adjointe au Grupo de Memoria Histórica, même si les femmes ont obtenu le droit légal de posséder des terres dans les années 1960, « l'écart entre ce qui est prévu par la loi et la réalité est énorme ». Par exemple, les veuves qui cultivaient de petits terrains avec leur conjoint ont du mal à prouver qu'elles sont en partie propriétaires, surtout si elles n'étaient pas mariées officiellement.

Un climat général de répression complique la lutte des paysannes. Le pouvoir est concentré entre les mains de quelques hommes riches grâce au copinage, et les femmes pauvres sont peu protégées. Selon Eliana Pinto, la tolérance généralisée des viols de filles de travailleurs par les riches propriétaires terriens témoigne du peu de droits des femmes de la région.



Des militantes assistant à une réunion à l'époque où le mouvement paysan était à son apogée, dans les années 1970. (Cette photo est d'abord parue dans la revue *Carta Campesina* en novembre 1977.)



Dès la fin des années 1980, les groupes paramilitaires ciblaient ouvertement les organisations paysannes participant à la réforme agraire. Le mari de la dirigeante communautaire María Zabala a été assassiné en 1988.

Les femmes ayant formulé des demandes ont été victimes de violence. En Córdoba, par exemple, plusieurs femmes qui avaient revendiqué des terres ont été assassinées. « La violence est partout, et nous avons commencé à constater que l'acceptation culturelle de la violence à l'égard des femmes en légitime d'une certaine manière l'utilisation comme outil politique », déplore Eliana Pinto.

Les femmes ayant formulé des demandes ont été victimes de violence. En Córdoba, par exemple, plusieurs femmes qui avaient revendiqué des terres ont été assassinées.

Cette compréhension approfondie du contexte social des difficultés des femmes déplacées découle d'une approche de recherche en deux temps. Premièrement, le Grupo de Memoria Histórica s'est entretenu avec 200 hommes et femmes des événements qui les ont chassés de leur terre et des tentatives des organisations paysannes d'y rester. Les femmes, dont les rôles intéressaient particulièrement les chercheurs, ont ensuite participé à des ateliers spéciaux comprenant les exercices de dessin décrits précédemment. Au fil des discussions, les chercheurs ont acquis une image plus complète des forces complexes ayant déplacé les petits propriétaires, du quotidien des femmes pauvres et des difficultés qui font obstacle à leur quête d'égalité.

Terres saisies ou abandonnées

Il était particulièrement important de mieux comprendre les circonstances du déplacement. Le Grupo de Memoria Histórica a fait des recommandations au ministre de l'Agriculture au sujet de la loi sur la restitution des terres, et a influé sur son débat approfondi au Congrès. À la lumière de ses constatations, le groupe a recommandé au ministre d'élargir l'admissibilité aux revendications foncières pour ne pas la limiter aux seules victimes directes de la violence.

« Nous avons vu que la confiscation des terres comporte une série d'actions et d'acteurs », explique Donny Meertens, professeure de sciences sociales à l'Université nationale de Colombie et à l'Université Javeriana. « Les personnes ne sont pas toujours chassées de leur terre par les acteurs violents eux-mêmes. Elles peuvent certes être déplacées de force, mais peuvent aussi abandonner leur terre à la suite de massacres dans les environs ou d'assassinats dans leur collectivité. Il s'agit alors d'une forme de prévention : les personnes partent pour rester en vie. »

Les veuves ayant des enfants à leur charge ont ressenti une pression particulièrement forte et cédé leur terre pour régler leurs dettes ou obtenir un peu d'argent.

Dans ces cas, la demande des paysans à être intégrés au processus de restitution peut être soutenue en vérifiant la concordance de leurs déplacements avec les événements qui ont ponctué la guerre civile. « C'est facile à prouver, car nous avons compilé des chiffres pour cette région spéciale qui établissent un lien direct entre le nombre de personnes déplacées et l'intensité des massacres et des autres formes de violence », affirme Donny Meertens.

La situation devient souvent plus trouble après que les paysans sont chassés de leur terre. Plusieurs cas de figure peuvent faire croire que les anciens propriétaires n'ont plus aucun droit à leur terre. Ainsi, de grands propriétaires terriens ont souvent occupé les terres abandonnées, les intégrant à des plantations, parfois de connivence avec des fonctionnaires corrompus du cadastre local, lesquels attribuent le titre foncier aux nouveaux occupants. M^{me} Meertens indique que le Grupo de Memoria Histórica comme le ministère de l'Agriculture ont documenté de nombreux cas de fonctionnaires soudoyés pour donner le titre foncier aux nouveaux occupants. De plus, en raison de la tradition de régime foncier informel dans la région, de nombreux paysans qui cultivaient la terre n'avaient peut-être pas de titre de propriété, ce qui entrave leurs tentatives de récupération de leur terre.



Scott Wallace/Banque mondiale

Dans le cadre des efforts de restitution des terres en Colombie, le Grupo de Memoria Histórica a documenté la provenance des agriculteurs déplacés et comment ils ont perdu leur terre.

Dettes et contrainte

Dans d'autres cas, les paysans ont été contraints de céder leur propriété par des agents de recouvrement. De nombreuses personnes qui avaient profité de la réforme agraire des années 1970 et 1980 ont dû fuir alors qu'elles avaient encore des dettes liées à l'achat d'équipement, d'intrants agricoles et du terrain lui-même. Elles ont invariablement sombré dans la pauvreté, et leurs chances de retourner chez elles étaient minimes. Si leur terre était en territoire occupé par la guérilla, par exemple, un retour leur collerait l'étiquette de sympathisants et en ferait les cibles des forces de sécurité. Si leur terre était située dans une région contrôlée par les bandes criminelles composées de résidus des groupes paramilitaires, il serait également dangereux d'y retourner.

Par conséquent, lorsque les agents de recouvrement — dont certains étaient des sociétés étrangères ayant acheté des paquets de dettes de l'Institut de la réforme agraire — leur ont présenté des offres d'achat de leur terre à une fraction de sa valeur, beaucoup ont accepté. Les veuves ayant des enfants à leur charge ont ressenti une pression particulièrement forte et cédé leur terre pour régler leurs dettes ou obtenir un peu d'argent. Par ailleurs, on supposa que d'autres femmes qui n'avaient aucun titre de propriété n'avaient jamais eu de terre et on les ignora.

Selon M^{me} Meertens, ces histoires enchevêtrées montrent que beaucoup des situations actuelles des familles paysannes déplacées remontent aux campagnes de violence et d'intimidation antérieures. Cela justifie l'examen de leur demande d'indemnisation, l'injustice initiale n'ayant jamais été réparée. Quand les agents de recouvrement sont intervenus ou que de nouveaux occupants se sont saisis de leur propriété, « il n'était pas question de penser à une réparation ou à une indemnisation des pertes subies », dit-elle.

La loi n'est qu'une partie de la solution

Il ne sera toutefois pas facile de réparer ce mal maintenant enraciné. Donny Meertens juge que l'adoption de la loi historique sur la restitution des terres n'est que le début d'un processus exigeant et périlleux. Le gouvernement a déjà reconnu que dans le climat de violence omniprésente de la côte caraïbe, l'indemnisation par l'attribution de terres exigera le déploiement des forces de sécurité nationales pour protéger les bénéficiaires.

En plus des questions de sécurité, fait valoir M^{me} Meertens, le gouvernement national devra aussi s'attaquer à la corruption locale et veiller à ce que les agriculteurs reçoivent formation, assistance technique et autre soutien. Il sera également important de surveiller la restitution future des terres, en partie pour s'assurer de ne pas en écarter les femmes.

Entre-temps, les groupes de femmes font des progrès. Le Grupo de Memoria Histórica a constaté que des femmes dirigent de nouveaux organismes qui tâchent d'améliorer la vie de la gent féminine. Par exemple, la Liga de Mujeres Desplazadas de Bolívar non seulement fait pression pour que les femmes déplacées soient indemnisées, mais a aussi acheté des terres, voire bâti

un quartier. D'autres groupes de femmes exploitent des magasins et de petites fabriques, et participent à des initiatives de protection de l'environnement.

« On croit que le mouvement paysan a été vaincu, explique M^{me} Meertens, mais nous avons constaté que les femmes ont continué à travailler au niveau local avec leurs propres réseaux et organismes. Elles sont beaucoup plus autonomes aujourd'hui que lorsque le mouvement paysan était à son apogée dans les années 1970. »

Cette étude de cas a été rédigée par Stephen Dale.

Les points de vue exprimés sont ceux de chercheurs financés par le CRDI et d'experts dans le domaine.

www.crdi.ca/un_focus_lesfemmesetlaterre

Renseignements

Grupo de Memoria Histórica – CNRR
Carrera 17 N° 39A – 30 Piso 2
Bogotá D.C., Colombia

TÉLÉPHONE : +571 245-3699 (postes 112, 115)
COURRIEL : info@memoriahistorica-cnrr.org.co
SITE WEB : www.memoriahistorica-cnrr.org.co

Politique sociale et économique
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
CP 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9

TÉLÉPHONE : +1 613 236 6163
TÉLÉCOPIEUR : +1 613 238 7230
COURRIEL : info@crdi.ca
SITE WEB : www.crdi.ca

Le CRDI finance la recherche dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté, soutenant ainsi l'objectif des activités de développement international du Canada. Le Centre favorise la croissance et le développement et encourage la communication des connaissances aux responsables des politiques, aux chercheurs et aux collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables à l'échelle locale et mondiale, qui visent à offrir des choix et des possibilités de changement à ceux qui en ont le plus besoin.

Ceci est l'une des cinq études de cas présentées dans les pages Web thématiques *un_focus* consacrées à la question des femmes et de la terre.

crdi.ca